

SENATO DELLA REPUBBLICA

XII LEGISLATURA

Doc. XII-bis
N. 2

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE

APPROVATA NELLA SEDUTA DI MARTEDÌ 14 GIUGNO 1994

Raccomandazione n. 558
sull'UEO nel processo di Unione Europea
Risposta al trentanovesimo rapporto annuale del Consiglio

Annunziata il 14 luglio 1995

L'ASSEMBLÉE,

(i) Rappelant que l'Assemblée de l'UEO, en tant que composante de l'organisation de l'Union de l'Europe occidentale conformément à la Convention sur le statut de l'UEO signée le 11 mai 1955 à Paris, fait partie intégrante du développement de l'Union européenne, ainsi qu'il est stipulé à l'article J.4, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne;

(ii) Soulignant que, conformément à l'article IX du Traité de Bruxelles modifié, le Conseil se doit de tenir l'Assemblée mieux informée qu'il ne l'a fait jusqu'ici des déve-

loppements intervenant dans le cadre de la PESC et dans d'autres secteurs de l'Union qui touchent à tous les domaines de la compétence de l'UEO en vertu de ce même traité;

(iii) Désapprouvant le retard pris par le Conseil pour transmettre l'annexe IV, sur les liens entre l'Union et l'UEO, du chapitre IV du document concernant la mise en oeuvre du Traité de Maastricht;

(iv) Déplorant également la maigreur des informations contenues dans le Trente-neuvième rapport annuel du Conseil à

l'Assemblée en ce qui concerne les nouvelles relations de travail entre l'UEO et l'Union;

(v) Considérant que le libellé de l'article J.4, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne laisse planer des doutes quant au partage des responsabilités entre l'UEO et l'Union;

(vi) Considérant également que les « modalités pratiques » adoptées jusqu'ici, qui figurent dans l'annexe IV sur les liens entre l'Union et l'UEO, limitent le champ d'action de l'UEO d'une manière qui n'est pas compatible avec la portée de ses obligations découlant du Traité de Bruxelles modifié;

(vii) Déplorant le fait que ces modalités et l'absence de volonté politique figurent parmi les nombreux facteurs ayant contribué à marginaliser le rôle de l'UEO dans la gestion des crises internationales, notamment en ce qui concerne les conflits dans l'ancienne Yougoslavie;

(viii) Soulignant que l'UEO a un rôle important à jouer au nom de l'Union en ce qui concerne le maintien de la solidarité et de la coopération transatlantiques en matière de sécurité et de défense;

(ix) Se félicitant de l'issue positive des négociations avec l'Autriche, la Finlande, la Norvège et la Suède en ce qui concerne leur adhésion à l'Union européenne;

(x) Se félicitant également de ce que tous les Etats adhérant à l'Union ont pris le ferme engagement, dans le cadre de leur adhésion, d'accepter sans réserve et dans leur intégralité les dispositions du Titre V du Traité de Maastricht concernant une politique étrangère et de sécurité commune;

(xi) Exprimant l'espoir que le résultat des référendums qui seront organisés en Autriche, en Finlande, en Norvège et en Suède sera favorable;

(xii) Rappelant l'importance de la contribution et de l'expérience des quatre pays de l'AELE pour ce qui des opérations de

maintien de la paix au sein des Nations unies;

(xiii) Convaincue qu'il convient de commencer dès maintenant à définir une politique européenne commune en matière de défense, bien que tous les membres de l'Union européenne ne soient pas encore membres de droit de l'UEO et se félicitant par conséquent de la décision du Conseil permanent de l'UEO de commencer dès maintenant telle politique;

(xiv) Prenant note de ce que les pays invités à adhérer à l'Union européenne n'ont pas fait acte de candidature à l'UEO, à l'exception de la Norvège qui demandera à être membre de plein droit de l'UEO lorsqu'elle fera partie de l'Union européenne;

(xv) Se félicitant de ce que la Déclaration du Kirchberg, adoptée par le Conseil le 9 mai 1994, reconnaît la contribution substantielle des trois membres associés de l'UEO à la sécurité et à la stabilité de l'Europe;

(xvi) Convaincue néanmoins que le souhait du Conseil de renforcer les relations de ces pays avec l'UEO pour la conforter dans son rôle de composante de défense de l'Union européenne et pilier européen de l'Alliance atlantique, pourrait mieux se réaliser si le Conseil les invitait à adhérer au Traité de Bruxelles modifié;

(xvii) Rappelant que le sommet de l'OTAN du 10 janvier 1994 n'a autorisé l'adhésion d'aucun des pays membres du Forum de consultation de l'UEO au Traité de l'Atlantique nord;

(xviii) Se félicitant par conséquent de ce que le Conseil de l'UEO suit, dans sa Déclaration du Kirchberg, le paragraphe 1 de la Recommandation n. 566 en accordant simultanément à tous les pays membres du Forum de consultation un statut d'association à l'UEO;

(xix) Souhaitant vivement l'intégration progressive de l'ensemble des Etats de l'Europe occidentale et de l'Europe centrale

XII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

dans un système de coopération assurant la sécurité, la stabilité et la paix à l'Europe tout entière;

(xx) Souhaitant que l'on puisse créer les conditions nécessaires pour que d'autres pays, tels que la Slovénie et la Moldavie, puissent à l'avenir bénéficier du nouveau statut d'association sur la base des mêmes considérations historiques, géographiques et politiques qui ont permis d'accorder ce statut aux pays du Forum;

(xxi) Considérant que la dévolution de l'exercice des compétences de l'UEO à d'autres institutions internationales ou à des pays qui ne seraient membres ni de l'UEO ni de l'OTAN risquerait de paralyser toute initiative visant à une action commune en faveur de la défense et de la sécurité en Europe;

(xxii) Rappelant qu'il importe de maintenir, dans tout futur système parlementaire appelé à superviser une politique étrangère, de sécurité et de défense commune, la possibilité de regrouper les délégations des parlements des pays membres dans une assemblée représentant la volonté des peuples de l'Europe dans ce domaine particulier;

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De préparer soigneusement la conférence intergouvernementale prévue pour 1996, conformément à sa déclaration I D8 annexée au Traité de Maastricht;

2. D'associer pleinement l'Assemblée à ses réflexions sur la manière dont il préparera la conférence de 1996;

3. De conserver le Traité de Bruxelles modifié de manière à ce que tous les membres de l'Union européenne soient en mesure d'adhérer à ses dispositions;

4. De s'efforcer, de concert avec les autorités de l'Union européenne, de lever les ambiguïtés de l'article J.4 du Traité de Maastricht afin d'obtenir un mandat général permettant d'élaborer et de mettre en oeuvre, au nom de l'Union, les décisions et les actions de la compétence de l'UEO;

5. De réexaminer la déclaration II de l'UEO annexée au Traité de Maastricht en vue de reconnaître aux membres européens de l'OTAN qui ne font pas partie de l'Union européenne le droit d'adhérer au Traité de Bruxelles modifié;

6. D'encourager tous les pays membres de l'Union européenne et ceux dont l'adhésion est en cours à devenir membres de plein droit de l'Union de l'Europe occidentale;

7. D'étudier la possibilité de créer un centre d'entraînement de l'UEO pour le maintien de la paix en se fondant sur l'expérience acquise dans ce domaine par les pays nordiques et notamment la Finlande;

8. D'améliorer les informations communiquées à l'Assemblée sur les développements que connaît la PESC et sur les activités du Conseil dans le cadre de l'Union.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 558
sull'UEO nel processo dell'Unione Europea
Risposta al trentanovesimo rapporto annuale del Consiglio**

L'ASSEMBLEA,

(i) Ricordando che l'Assemblea dell'UEO, in qualità di componente dell'organizzazione dell'Unione Europea occidentale conformemente alla Convenzione sullo statuto dell'UEO firmato l'11 maggio 1995 a Parigi, è parte integrante dello sviluppo dell'Unione Europea, così come stipulato nell'articolo J.4, paragrafo 2, del Trattato sull'Unione Europea;

(ii) Sottolineando che, conformemente all'articolo IX del Trattato di Bruxelles modificato, il Consiglio è obbligato a tenere l'Assemblea informata, meglio di quanto non l'abbia fatto fino adesso, degli sviluppi che intervengono nel quadro della PESC e in altri settori dell'Unione Europea che riguardano tutti i campi di competenza dell'UEO in virtù di questo medesimo Trattato;

(iii) Disapprovando il ritardo preso dal Consiglio per trasmettere l'Allegato IV sui legami tra l'Unione Europea e l'UEO, del capitolo IV del documento riguardante la messa in opera del Trattato di Maastricht;

(iv) Condannando anche la « scarsità delle affermazioni » contenute nel trentanovesimo rapporto annuale del Consiglio all'Assemblea per quanto concerne le relazioni di lavoro tra l'UEO e l'Unione;

(v) Considerando che la redazione dell'articolo J.4, paragrafo 2, del Trattato sull'Unione Europea lascia planare dei dubbi

sulla divisione delle responsabilità tra l'UEO e l'Unione;

(vi) Considerando anche che le « modalità pratiche » adottate fino adesso, che figurano nell'Allegato IV sui legami tra l'Unione e l'UEO, limitano il campo d'azione dell'UEO in una maniera che non è compatibile con la portata dei suoi obblighi che derivano dal Trattato di Bruxelles modificato;

(vii) Deplorando il fatto che queste modalità e l'assenza di volontà politica figurano tra i numerosi fattori che hanno contribuito a marginalizzare il ruolo dell'UEO, nella gestione delle crisi internazionali, in particolare per quel che riguarda i conflitti nella ex Jugoslavia;

(viii) Sottolineando che l'UEO ha un ruolo importante da giocare a nome dell'Unione per quel che riguarda il mantenimento della solidarietà e della cooperazione transatlantica in materia di sicurezza e di difesa;

(ix) Felicitandosi dell'esito positivo dei negoziati con l'Austria, con la Finlandia, con la Norvegia e con la Svezia per quanto riguarda la loro adesione all'Unione Europea;

(x) Felicitandosi anche del fatto che tutti gli Stati che aderiscono all'Unione hanno assunto il fermo impegno, nell'ambito della loro adesione, di accettare senza riserva e nella loro integrità le disposizioni del Titolo V del Trattato di

Maastricht riguardante una politica estera e di sicurezza comune;

(xi) Esprimendo la speranza che il risultato dei referendum che saranno organizzati in Austria, in Finlandia, in Norvegia e in Svezia sarà favorevole;

(xii) Ricordando l'importanza del contributo e dell'esperienza dei quattro paesi dell'AELE per quanto concerne le operazioni di mantenimento della pace nel quadro delle Nazioni Unite;

(xiii) Convinta che conviene cominciare fin d'adesso a definire una politica europea comune in materia di difesa, anche se tutti i membri dell'Unione Europea non sono ancora membri di diritto dell'UEO e felicitandosi conseguentemente della decisione del Consiglio permanente dell'UEO di cominciare fin d'adesso una tale politica;

(xiv) Prendendo atto del fatto che tutti i paesi invitati ad aderire all'Unione Europea non hanno ancora presentato la candidatura all'UEO, fatta eccezione della Norvegia che chiederà di diventare membro dell'UEO a tutti gli effetti quando farà parte dell'Unione Europea;

(xv) Felicitandosi del fatto che la Dichiarazione del Kirchberg, adottata dal Consiglio il 9 maggio 1994, riconosce il contributo sostanziale dei tre membri associati dell'UEO alla sicurezza e alla stabilità dell'Europa;

(xvi) Convinta nondimeno che l'auspicio del Consiglio di rinforzare le relazioni di questi paesi con l'UEO per confortarla nel suo ruolo di componente di difesa dell'Unione Europea e di pilastro dell'Alleanza atlantica, potrebbe realizzarsi meglio se il Consiglio li invitasse ad aderire al Trattato di Bruxelles modificato;

(xvii) Ricordando che il Vertice della NATO del 10 gennaio 1994 non ha autorizzato l'adesione di nessun paese membro del Forum di consultazione dell'UEO al Trattato dell'Atlantico nord;

(xviii) Felicitandosi pertanto di ciò che il Consiglio dell'UEO segue nella sua Dichiarazione del Kirchberg, il paragrafo 1 della Raccomandazione n. 556 concedendo contemporaneamente a tutti gli Stati membri del Forum di consultazione uno statuto di associazione all'UEO;

(xix) Augurandosi vivamente l'integrazione progressiva dell'insieme degli Stati dell'Europa occidentale e dell'Europa centrale in un sistema di cooperazione che assicuri la sicurezza, la stabilità e la pace dell'Europa intera;

(xx) Augurandosi che si possano creare le condizioni necessarie affinché altri paesi, come la Slovenia e la Moldavia, possano in futuro beneficiare del nuovo statuto di associazione sulla base delle stesse considerazioni storiche, geografiche e politiche che hanno permesso di concedere questo statuto ai paesi del Forum;

(xxi) Considerando che la devoluzione dell'esercizio delle competenze dell'UEO ad altre istituzioni internazionali o ad altri paesi che non siano membri né dell'UEO né della NATO, rischierebbe di paralizzare qualsiasi iniziativa mirante ad uno scopo comune a favore della difesa e della sicurezza in Europa;

(xxii) Ricordando che è necessario mantenere, in qualsiasi sistema parlamentare futuro chiamato a supervisionare una politica estera, di sicurezza e di difesa comune, la possibilità di raggruppare le delegazioni dei parlamenti degli Stati membri in un'assemblea rappresentante la volontà dei popoli dell'Europa in questo settore particolare;

RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. Di preparare accuratamente la conferenza intergovernativa prevista per il 1996, conformemente alla sua dichiarazione I D8 allegata al Trattato di Maastricht;

2. Di associare pienamente l'Assemblea alle sue riflessioni sul modo in cui preparerà la conferenza del 1996;

3. Di conservare il Trattato di Bruxelles modificato di modo che tutti i membri dell'Unione Europea siano in grado di aderire alle sue disposizioni;

4. Di sforzarsi, di concerto con le autorità dell'Unione Europea, di eliminare tutte le ambiguità dell'articolo J.4 del Trattato di Maastricht in modo da ottenere un mandato generale che permetta di elaborare e di mettere in atto, a nome dell'Unione, le decisioni e le azioni di competenza dell'UEO;

5. Di riesaminare la dichiarazione II dell'UEO allegata al Trattato di Maastricht al fine di riconoscere ai membri europei della NATO che non fanno parte dell'Unione Eu-

ropea il diritto di aderire al Trattato di Bruxelles modificato;

6. Di incoraggiare tutti i paesi membri dell'Unione Europea e quelli la cui adesione è in corso, a divenire membri a tutti gli effetti dell'Unione Europea occidentale;

7. Di studiare la possibilità di creare un centro di addestramento dell'UEO per il mantenimento della pace, basandosi sull'esperienza acquisita in questo settore dai paesi nordici ed in particolare dalla Finlandia;

8. Di migliorare le informazioni comunicate all'Assemblea sugli sviluppi che registra la PESC e sulle attività del Consiglio nel quadro dell'Unione.